

Mr. La Guardia further pointed out that the time had come to consider Europe as a whole, since no country could be assisted without taking into account the entire continent. It was therefore imperative to consider the situation in Germany, and he expressed the hope that the Foreign Ministers of the Big Four would reach an agreement on Germany which would make it possible for that country to be treated as an economic whole.

Before concluding, Mr. La Guardia paid special tribute to Governor Herbert H. Lehman, first Director-General of UNRRA, and expressed his appreciation of the devotion and the hard work on the part of his international staff. UNRRA, he said, had demonstrated that it was possible to have international co-operation. He insisted that the new agency should start to operate on 1 January 1947 so that there should be no gap in the provision of necessary relief.

The CHAIRMAN thanked Mr. La Guardia in the name of the Committee.

Mr. ARGYROPOULOS (Greece), after expressing his thanks to Mr. La Guardia, asked whether his relief plan included the provision of medical supplies as well as food.

Mr. LA GUARDIA replied that he had signed an agreement with the World Health Organization to which he had also turned over certain funds. He was hopeful that the World Health Organization would function by 1 January 1947 and would carry on UNRRA activities in the medical field.

The Committee decided that any further questions should be submitted in writing to Mr. La Guardia, who would reply to them at a subsequent meeting.

The meeting rose at 1 p.m.

THIRTEENTH MEETING

Held at Lake Success, New York, on Wednesday, 13 November 1946, at 11 a.m.

Chairman: Mr. O. LANGE (Poland)

[A/C.2/44]

22. World shortage of cereals: reply by Mr. Fitzgerald, Secretary-General of the International Emergency Food Council (IEFC) to the questions submitted by the members of the Committee

Opening the meeting, the CHAIRMAN called upon Mr. Fitzgerald (IEFC) to answer questions submitted in writing (document A/C.2/42)¹ in connexion with the statement which he had made at the tenth meeting of the Committee.²

As regards the first part of the first question raised by the representative for Norway, Mr. FITZGERALD replied that in relation to the total

M. La Guardia fait remarquer que le temps est venu de considérer l'Europe comme un tout, car aucun pays déterminé ne peut être aidé sans tenir compte du continent tout entier. Il est indispensable de prendre en considération la situation existant en Allemagne, et il faut espérer que les Ministres des Affaires étrangères des quatre grandes Puissances parviendront à un accord permettant à ce pays d'être traité comme un tout économique.

En concluant, M. La Guardia rend particulièrement hommage au Gouverneur Herbert H. Lehman, premier Directeur général de l'UNRRA, et au dévouement et au courage de ses collaborateurs des divers pays. L'UNRRA a démontré qu'une coopération internationale était possible. Il est indispensable que la nouvelle institution entre en fonctions dès le 1er janvier 1947 afin d'éviter toute interruption dans la fourniture des secours indispensables.

Le PRÉSIDENT remercie M. La Guardia au nom de la Commission.

M. ARGYROPOULOS (Grèce), après avoir exprimé ses remerciements, demande à M. La Guardia si son plan de secours prévoit la fourniture de secours médicaux.

M. LA GUARDIA répond qu'il a signé un accord avec l'Organisation mondiale de la santé, à qui certains fonds viennent d'être consignés. Il espère que cette Organisation fonctionnera dès le 1er janvier 1947 et prendra en charge les activités de l'UNRRA dans le domaine médical.

La Commission décide que toutes autres questions devront être posées par écrit à M. La Guardia, qui donnera ses réponses à une prochaine séance.

La séance est levée à 13 heures.

TREIZIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York, le mercredi 13 novembre 1946, à 11 heures.

Président: M. O. LANGE (Pologne).

[A/C.2/44]

22. Pénurie mondiale de céréales: réponse de M. Fitzgerald, Secrétaire général du Conseil international de la crise alimentaire (IEFC), aux questions posées par les membres de la Commission

Le PRÉSIDENT ouvre la séance en demandant à M. Fitzgerald (IEFC) de répondre aux questions soumises par écrit (document A/C.2/42¹) relativement à la déclaration qu'il a faite à la dixième séance de la Commission².

M. FITZGERALD répond tout d'abord à la première partie de la première question du représentant de la Norvège. Il déclare que le

¹ See Annex 3a.

² See page 42.

¹ Voir l'annexe 3a.

² Voir page 42.

requirements submitted to the IEFC, those for which foreign exchange was not available were relatively small. In general, the IEFC attempted to consider only requirements for which sufficient foreign exchange appeared to be available, though exceptions were made when it was apparent that part, or all, of the requirements submitted were vitally necessary, the IEFC assuming, in such a case, that appropriate financial arrangements would be made. Since it was not, however, possible to maintain the allocations indefinitely, they were periodically reviewed and if necessary revised where any country failed to make the appropriate procurement arrangements.

It was therefore of prime importance to all countries whose international exchange position was unsettled that the problem be solved in the very immediate future.

As regards the second part of the question, the problem of ability to pay as it related to commodities, mostly perishable, for which the IEFC did not make allocation recommendations, it was also essential that arrangements be promptly concluded for the necessary international exchange. The supplying countries would otherwise be handicapped in planning the production of additional supplies and arranging for the specialized transport and storage which were also involved.

In connexion with the supplementary question raised by the representative for Norway, Mr. Fitzgerald suggested that the increasing tendency of members and non-members of the IEFC to resort to unilateral action resulted, in the main, from a desire to improve their own food situation. Other contributory factors were an attempt to conserve their remaining supplies of foreign exchange, to restore markets disrupted by the war or to enter or re-establish themselves in the food-processing business. The basic solution of the problem could only be found in appreciation of the difficulties and a willingness on the part of all countries to co-operate.

In reply to the first part of the question raised by the representative of the Union of Soviet Socialist Republics concerning distribution of export surpluses, Mr. Fitzgerald submitted to the Chairman, for subsequent reproduction and distribution to the members of the Committee, tables showing estimated receipts and exports by countries for the calendar year 1946.¹ He emphasized, however, the provisional nature of the estimates and the lack of information regarding movements of certain foodstuffs which made it difficult to draw any firm conclusions from the tables.

As regards the second part of the question, Mr. Fitzgerald added that information on indigenous production, collection, stocks and utili-

montant des demandes présentées à l'IEFC par les pays ne disposant pas de devises étrangères est relativement faible par rapport au montant total des demandes. D'une manière générale, l'IEFC ne prend en considération que les demandes appuyées par un montant suffisant de devises étrangères, des exceptions étant toutefois faites dans les cas où il apparaît qu'une fraction ou que la totalité des demandes présentées ont un caractère de nécessité vitale; l'IEFC estime en effet, dans ce cas, que des arrangements financiers appropriés seront effectués. Cependant, étant donné que les allocations ne peuvent être maintenues indéfiniment, on doit les revoir de temps à autre et, si besoin est, les réviser lorsqu'un pays est dans l'incapacité de conclure les accords de fourniture voulus.

Il est donc de la plus haute importance pour tous les pays auxquels se pose la question des devises étrangères de résoudre ce problème aussitôt que possible.

En ce qui concerne la seconde partie de la question, à savoir le problème de la capacité de paiement dans les cas où il s'agit de denrées périssables, pour l'allocation desquelles l'IEFC n'a pas fait de recommandations, il déclare qu'il est indispensable de conclure le plus rapidement possible des accords relatifs aux devises étrangères. S'il n'en était pas ainsi, les pays fournisseurs subiraient un préjudice dans l'élaboration de leur programme de production de denrées supplémentaires ainsi que dans l'organisation spéciale des transports et de l'emménagement nécessités dans ce cas.

En ce qui concerne la question supplémentaire posée par le représentant de la Norvège, M. Fitzgerald pense que la tendance qu'ont de plus en plus les pays membres et non membres de l'IEFC à agir d'une façon unilatérale provient essentiellement de leur désir d'améliorer leur situation alimentaire. D'autres raisons sont dues à leurs efforts en vue de conserver le reste de leurs disponibilités en devises étrangères, de rétablir des marchés disloqués par la guerre ou de s'établir ou de reprendre place dans l'industrie de l'alimentation. Le problème ne peut être résolu que si l'on a conscience des difficultés et si tous les pays se montrent disposés à coopérer.

Pour répondre à la première partie de la question posée par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques au sujet de la répartition des excédents exportables, M. Fitzgerald soumet au Président, afin de les reproduire et de les distribuer aux membres de la Commission, des tableaux montrant, pour l'année 1946, l'estimation, par pays, des recettes et des exportations¹. Toutefois, il insiste sur le caractère provisoire de ces estimations et sur le manque d'informations concernant les mouvements de certaines denrées; pour ces raisons, il est difficile de tirer de ces tableaux des conclusions certaines.

En ce qui concerne la seconde partie de la question, M. Fitzgerald déclare que le Comité des céréales étudie en ce moment les informations

¹ See Annex 3b.

¹ Voir l'annexe 3b.

zation of cereals was at the moment being considered by the Committee on Cereals with a view to making recommendations to the Council for a proposed distribution of exportable supplies on the basis of the relative needs of the several countries. Similar information as regards fats, oils, meat and sugar was now being submitted to the Council but no specific proposals for distribution in 1947 had yet been considered.

In answer to the question submitted by the representative of the United Kingdom, Mr. Fitzgerald felt that the task of the Council members would be greatly facilitated by the additional membership of eligible countries. Membership, however, was not sufficient, unless it was accompanied by a sincere desire to co-operate on the part of all eligible countries. The Council itself merely provided the organizational machinery.

Regarding the question of the use of edible fats for industrial purposes, raised by the representative of Poland, Mr. Fitzgerald suggested that the answer depended to a considerable extent on the definition of the word edible, since, by extensive processing, some normally inedible fats could be rendered suitable for human consumption. All countries had probably used such fats for non-edible purposes to a greater or lesser extent, according to the degree of their industrialization. The problem had been considered at length by the IEFEC, but no satisfactory recommendations had yet been formulated.

The Food and Agriculture Organization had, however, at its meeting in May last, passed a resolution recommending governments to divert as much oil and fat as possible from production of non-edible products to production of foodstuffs.

In conclusion, Mr. Fitzgerald felt that each country had done its best to conserve supplies for foodstuffs, though some had been obliged to use a certain amount of edible oils for the production of their essential requirements of soap.

In answer to the request of the representative of China for an appraisal of the rice situation, Mr. Fitzgerald stated that world production of rice for the current crop-year was estimated at just under 190 million tons, or about 10 per cent more than the previous year and 10 per cent less than the pre-war average. Estimated available export supplies for the year ahead would consequently be reduced from the average pre-war figure of about 8 million tons to from 2 to 2½ million tons. This sharp decline was a most important factor contributing to the overall deficiency of cereals.

The availability of shipping was not at the present time a determining factor in the distribution of available supplies, though it might have had some significance earlier in the present year.

Much consideration had been given to the variations in prices prevailing in different parts

relatives à la production, à la collecte, aux stocks et à l'utilisation des céréales afin de présenter au Conseil des recommandations proposant d'effectuer la répartition des quantités exportables sur la base des besoins relatifs des divers pays. Des informations analogues concernant les graisses, les huiles, la viande et le sucre sont également présentées au Conseil, mais aucune proposition particulière relative à la répartition en 1947 n'a encore été considérée.

Répondant à la question posée par le représentant du Royaume-Uni, M. Fitzgerald exprime l'avis que la tâche du Conseil serait grandement facilitée si tous les pays éligibles en devenaient membres. Toutefois, cela n'est pas suffisant; encore faut-il que tous ces pays fassent preuve d'un désir sincère de coopérer. Quant au Conseil, il ne peut fournir que l'instrument d'organisation.

En ce qui concerne la question posée par le représentant de la Pologne, relative à l'utilisation des graisses comestibles à des fins industrielles, M. Fitzgerald déclare que la réponse dépend dans une large mesure de la définition du mot "comestibles", étant donné que, par un traitement approprié, certaines graisses normalement non comestibles peuvent être utilisées pour la consommation humaine. Tous les pays ont probablement, dans une plus ou moins grande mesure, et suivant leur degré d'industrialisation, utilisé ces graisses pour des fins autres que la consommation humaine. L'IEFC a amplement considéré ce problème, mais n'a pu encore formuler de recommandations satisfaisantes.

Cependant, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture a adopté, lors de sa réunion de mai dernier, une résolution recommandant aux gouvernements de détourner les plus grandes quantités possibles d'huiles et de graisses de la production des denrées non comestibles vers celle des denrées alimentaires.

En conclusion, M. Fitzgerald estime que chaque pays a fait de son mieux pour réserver ces produits à l'alimentation humaine, bien que certains pays aient été contraints d'employer une certaine quantité d'huiles comestibles pour couvrir leurs besoins essentiels en savon.

Répondant à la question du représentant de la Chine relative à une estimation de la situation du riz, M. Fitzgerald déclare que la production mondiale de riz pour la récolte de l'année en cours est estimée à 190 millions de tonnes environ; ce chiffre est de 10 pour 100 supérieur à celui de l'année précédente, mais de 10 pour 100 inférieur à la moyenne d'avant-guerre. L'estimation des quantités exportables l'année prochaine n'est donc que de 2 à 2 millions et demi de tonnes contre une moyenne de 8 millions de tonnes avant-guerre. Cette chute brutale est un des facteurs les plus importants de la pénurie générale de céréales.

Le manque de tonnage n'est pas en ce moment un facteur déterminant dans la répartition des quantités disponibles, bien qu'il ait eu une certaine importance au début de l'année.

On a attribué beaucoup d'importance aux variations de prix qui surviennent dans les diffé-

of the world; but it had been felt that a mere increase in price would not materially assist the situation in areas where the limiting factor was a lack of internal transportation and of consumer goods. The whole problem was, however, under continual review by the Committee on Rice.

In reply to the question raised by the representative for Venezuela, Mr. Fitzgerald agreed that wastage of food was considerable at all stages of production and even of consumption. Referring to food conservation programmes initiated in various countries during the war, he suggested in particular that the experience gained by the United Kingdom might usefully be studied.

As regards the question submitted by the representative for Liberia concerning exports of palm oil and palm kernels from that country, Mr. Fitzgerald stated that he would be glad to arrange a meeting between the Liberian representative and representatives of countries which might be in a position to offer prices which would help to increase Liberia's production and export of palm oil and palm kernels.

Answering a supplementary question raised orally by Mr. HANG (Czechoslovakia) with regard to the effect on allocation policy of certain bilateral compensation agreements affecting commodities subject to allocation by the IEFC, Mr. FITZGERALD stated that a resolution had been unanimously adopted at the most recent meeting of the IEFC providing substantially:

"(1) its member Governments shall notify the Council promptly of the relevant provisions of any special arrangements determining the quantities of imports and exports, including particularly bilateral trade and barter agreements, in so far as they relate to commodities within the purview of the Council; and

"(2) its commodity committees, in developing recommendations for international distribution, shall take into account the total resources available to each country and while giving due consideration to the movement of commodities provided for in such special arrangements shall not regard the existence of such special arrangements as in any way hindering them from putting forward recommendations designed to ensure the most effective use of food resources during the present emergency."

Replying to a question by Mr. ARGYROPOULOS (Greece), Mr. FITZGERALD agreed that it was essential for importing countries to secure foreign exchange necessary to purchase supplies, but pointed out that under its terms of reference the IEFC could not act upon that issue. The Council felt that other organizations such as the Monetary Fund, the International Bank or the United Nations itself must deal with the complex problem of foreign exchange.

rentes parties du monde; mais on estime qu'un simple accroissement des prix ne peut exercer d'influence appréciable sur la situation dans les régions où l'obstacle essentiel est le manque de transports intérieurs et de biens de consommation. Le Comité du riz continue d'ailleurs à étudier tout le problème.

Répondant à la question posée par le représentant du Venezuela, M. Fitzgerald reconnaît qu'il y a beaucoup de gaspillage de produits alimentaires à tous les stades de la production et même de la consommation. A propos des campagnes lancées dans divers pays pendant la guerre en vue de sauvegarder les vivres, il signale que l'expérience acquise par le Royaume-Uni pourrait être étudiée avec profit.

Arrivant à la question posée par le représentant du Libéria au sujet des exportations d'huile de palme et de graines de palmier en provenance de ce pays, M. Fitzgerald dit qu'il serait heureux de faciliter une réunion entre les représentants du Libéria et des pays susceptibles d'offrir des prix qui pourraient aider celui-ci à augmenter la production et l'exportation de ces produits.

M. HANG (Tchécoslovaquie) ayant posé verbalement une question supplémentaire concernant l'effet que peuvent exercer sur la politique de répartition certains accords bilatéraux de compensation portant sur des marchandises qui doivent être réparties par l'IEFC, M. FITZGERALD répond qu'une résolution a été adoptée à l'unanimité lors de la dernière réunion de l'IEFC, recommandant que:

"(1) les Gouvernements membres du Conseil notifient sans délai au Conseil les clauses pertinentes de tout accord particulier déterminant le montant des importations et des exportations, notamment des accords bilatéraux de commerce et d'échange, dans la mesure où ces accords portent sur des produits relevant de la compétence du Conseil;

"(2) ses Comités de produits, en préparant des recommandations sur la distribution internationale, tiennent compte du total des ressources disponibles dont chaque pays peut disposer et, tout en prenant dûment en considération le mouvement des marchandises faisant l'objet d'accords particuliers de ce genre, ne considèrent pas que l'existence de ces accords particuliers les empêche, de quelque manière que ce soit, de présenter des recommandations en vue d'assurer l'emploi le plus efficace possible des ressources alimentaires pendant la période de crise actuelle."

Répondant à une question de M. ARGYROPOULOS (Grèce), M. FITZGERALD reconnaît la nécessité dans laquelle se trouvent les pays importateurs de se procurer des devises étrangères pour couvrir leurs achats de produits alimentaires, mais ajoute qu'il s'agit là d'une question en dehors de la compétence de l'IEFC. Le Conseil estime qu'il incombe à d'autres organisations, telles que le Fonds monétaire, la Banque internationale ou même les Nations Unies, de traiter du problème complexe des devises étrangères.

In answer to a question by Mr. RUEFF (France) regarding the influence of price control on world cereal production, Mr. FITZGERALD said that prices and price controls naturally varied from country to country, and that in some countries high prices and the elimination of controls might lead to a larger exportable surplus than would be achieved if those same countries maintained a system of controls. Higher prices would, however, necessarily increase the cost of the exportable surplus, and the question therefore arose whether the augmented surplus would not be offset by the rise in prices.

In some other countries, particularly in the Far East, prices and the question of price control constituted in his judgment a less important factor than, for example, the problem of internal transportation or the possibility of acquiring sufficient consumer goods.

In response to a question by Mr. DAUFRESNE DE LA CHEVALERIE (Belgium), Mr. FITZGERALD stated that while the IEFC was supposed to terminate its activities by 31 December, 1947, there was nothing to prevent its members from prolonging the existence of the Council, should they decide that conditions warranted it.

Mr. WELLS (United Kingdom) expressed his delegation's appreciation of the work done by the FAO, IEFC, and UNRRA. Millions of lives had been saved by these organizations whose achievements were all the more remarkable in view of the fact that their work had been done on a voluntary basis.

The United Kingdom delegation regarded the world food shortage as a problem of major importance. Since a hungry nation was always a danger to peace, the food problem would have to be solved before there could be hope of security. Mr. Wells hoped that the Committee would put the welfare of sufferers first and reach a unanimous decision on the question under discussion.

Reviewing the United Kingdom's role in the war, Mr. Wells added that food production in his country had increased beyond hope or expectation. Seven million acres of grassland had been ploughed up, and over four million acres of land had been drained. Cereal production had increased fifty per cent, potatoes by over one hundred per cent, coupled with a large increase in sugar beet. This level of production had been maintained after the war. The import of feeding-stuffs had been cut from five million tons to a few thousand tons per annum.

In paying tribute to Franklin D. Roosevelt and the help received from the United States and the Dominions, Mr. Wells pointed out that while the British people had not starved they had been on a meagre and monotonous diet. Bread was still rationed in Britain and all controls were being maintained, despite some opposition, as

En réponse à une question de M. RUEFF (France) relative à l'influence exercée par le contrôle des prix sur la production mondiale des céréales, M. FITZGERALD admet que le niveau et le contrôle des prix varient effectivement suivant les pays; il est possible que dans certains pays l'élévation des prix et l'élimination du contrôle des prix pourraient déterminer un volume d'excédents exportables supérieur à celui que l'on aurait obtenu si ces mêmes pays maintenaient un système de contrôle. Cependant, une élévation des prix augmenterait nécessairement le coût des excédents exportables, de sorte qu'il y aurait lieu de se demander si l'augmentation de ces excédents ne serait pas neutralisée par l'élévation des prix.

Dans d'autres pays et notamment en Extrême-Orient, la question du niveau et du contrôle des prix constitue un facteur moins important que n'est, par exemple, le problème des transports locaux ou la possibilité d'acquérir des biens de consommation en quantité suffisante.

Répondant à une question de M. DAUFRESNE DE LA CHEVALERIE (Belgique), M. FITZGERALD déclare que, bien que l'IEFC doive terminer ses activités au 31 décembre 1947, aucune clause du mandat n'empêche ses membres de prolonger l'existence du Conseil, s'ils estiment que les conditions l'exigent.

M. WELLS (Royaume-Uni) exprime l'appréciation de sa délégation pour le travail accompli par la FAO, l'IEFC et l'UNRRA. Grâce à ces organisations, dont les résultats sont d'autant plus remarquables que leurs travaux ont été poursuivis sur le plan d'une contribution volontaire, des millions de vies ont été sauvées.

La délégation du Royaume-Uni considère la crise alimentaire mondiale comme un problème d'importance vitale. Un pays affamé constituant toujours une menace à la paix, il ne saurait être question de vivre en sécurité tant que le problème alimentaire ne sera pas résolu. M. Wells espère que la Commission accordera la priorité au bien-être de ceux qui souffrent et qu'elle parviendra à une décision unanime sur la question en discussion.

Retraçant le rôle du Royaume-Uni pendant la guerre, M. Wells ajoute que la production alimentaire de son pays a augmenté au delà de tout espoir. Sept millions d'acres d'herbages ont été labourés et plus de quatre millions d'acres de terre ont été irrigués. La production des céréales a augmenté de 50 pour 100, celle des pommes de terre de 100 pour 100 et celle de la betterave sucrière s'est aussi accrue. Ce niveau de production a été maintenu après la guerre. Les importations d'aliments pour le bétail ont été réduites de cinq millions de tonnes à quelques milliers de tonnes par an.

Rendant hommage à Franklin D. Roosevelt et à l'aide généreuse accordée par les Etats-Unis et les Dominions, M. Wells fait ressortir que s'il est vrai que le peuple anglais n'est pas mort de faim, il continue néanmoins à vivre sur des rations maigres et monotones. Le pain continue à être rationné en Grande-Bretagne et

long as economic conditions justified such controls. The United Kingdom was prepared to co-operate fully with other Governments in the elimination of hunger from the face of the earth.

In considering the facts put before the Committee, Mr. Wells pointed out that:

(1) There would be a deficit of some ten million tons of exportable cereals during the coming year.

(2) There were no surplus stocks from which supplies could be drawn, as they had been exhausted during the previous year.

(3) A dietary standard of 2,000 calories in the West and 1,600 calories in the Far East seemed the best that could be hoped for, a standard adequate to prevent hunger, but still lacking in variety, in short, a bare subsistence level. There was even a danger that this inadequate standard would not be reached.

(4) Only 50 per cent of the pre-war supplies of fats and oils were now available.

(5) Little, if any, improvement could be expected in the livestock situation for at least twelve-months. Milk production would, therefore, continue to be low.

In view of the fact that countries like Argentina had been forced to burn foodstuffs, and that elsewhere available foodstuffs could not reach those who required them for lack of transport, Mr. Wells asked that food be given the highest possible priority both in labour and transportation, even if it meant that more profitable but less vital goods were thus delayed.

He recalled that the United Nations had achieved the impossible during the war, and he appealed to the delegates to do the seemingly impossible now.

The special meeting on urgent food problems held in Washington in September 1946, under the auspices of the FAO, had recommended to all countries the following specific measures to secure economies in the use of bread grain:

(1) A minimum extraction rate of 85 per cent for wheat and rye; (2) the dilution of flour; (3) the restriction of the use of bread grains for beverages; (4) the restriction of feeding bread grains to animals; (5) to consider bread rationing; (6) the supplementation of wheat flour, used for human consumption, by other grains or potato flour, to the extent of not less than 5 per cent.

He asked to what extent those recommendations had been carried out, in view of the fact that it was reported that in the United States, for example, all restrictions on the use of grains for the manufacture of beer were to cease on 1 December 1946.

toutes les restrictions y sont maintenues, en dépit d'une certaine opposition, et le resteront aussi longtemps qu'elles seront justifiées par les conditions économiques. Le Royaume-Uni est prêt à coopérer à fond avec tous les autres gouvernements dans le but d'éliminer du monde les menaces de faim.

Passant en revue les faits, tels qu'ils sont présentés à la Commission, M. Wells observe que:

1) Il y aura un déficit d'environ dix millions de tonnes de céréales exportables pour l'année en cours.

2) Il n'existe plus de stocks pour combler ces déficits, parce qu'ils ont été épuisés au cours de l'année dernière.

3) On ne peut espérer de régime-standard supérieur à 2.000 calories dans les pays d'Occident, et 1.600 calories en Extrême-Orient; ce régime suffit à peine à prévenir la faim et manque de variété; en somme il assure à peine la subsistance. Il est même à craindre que l'on ne puisse toujours l'atteindre.

4) Les disponibilités en matières grasses et en huiles sont de 50 pour 100 inférieures à celles d'avant-guerre.

5) On ne peut compter que sur une légère amélioration du cheptel pour les douze prochains mois; en conséquence, la production du lait restera très faible.

Rappelant que des pays comme l'Argentine, ont été forcés de brûler des produits alimentaires, tandis que d'autres pays manquaient du nécessaire par suite de la carence de transports, M. Wells demande que la priorité en main-d'œuvre et en transports soit accordée aux produits alimentaires, même si d'autres produits, plus profitables, mais moins essentiels, devaient en souffrir.

Il rappelle que les Nations Unies ont accompli des miracles au cours de la guerre et qu'il leur appartient d'en faire de semblables aujourd'hui.

La réunion spéciale sur les problèmes urgents de l'alimentation, tenue en septembre 1946 à Washington, sous les auspices de la FAO, a recommandé à tous les pays les mesures suivantes pour un usage plus économique des céréales panifiables:

1) taux d'extraction minimum de 85 pour 100 pour le blé et le seigle; 2) mélange de farines; 3) rationnement des céréales panifiables pour la fabrication de boissons; 4) rationnement des céréales panifiables pour l'alimentation des animaux; 5) rationnement éventuel du pain; 6) mélange à la farine de blé, utilisée pour la consommation humaine, de farines d'autres céréales ou de farine de pommes de terre, à un taux non inférieur à 5 pour 100.

M. Wells demande dans quelle mesure ces recommandations ont été suivies, étant donné le fait qu'aux Etats-Unis, par exemple, il est question que le rationnement de l'utilisation des céréales destinées à la fabrication de la bière prenne fin à partir du 1er décembre 1946.

Mr. Wells formally moved the United Kingdom amendments¹ to the Canadian draft resolution. He expressed his delegation's agreement with the Canadian and Argentinian resolutions², and with the Brazilian amendment³, and added that the United Kingdom hoped to contribute more farm equipment than hitherto as soon as her own factories had been re-tooled and re-organized.

Mr. Wells pleaded with the delegates to return to the General Assembly a unanimous resolution capable of immediate implementation.

The meeting rose at 1.15 p.m.

FOURTEENTH MEETING

Held at Lake Success, New York, on Wednesday, 13 November 1946, at 3 p.m.

Chairman: Mr. LANGE (Poland)

[A/C.2/45]

23. World shortage of cereals: continuation of the general discussion

Mr. GROMYKO (Union of Soviet Socialist Republics), after stressing the seriousness of the world shortage of cereals, and the fact that it was of extreme importance that all measures should be taken to ease the crisis, gave a résumé of the situation: in Europe and in Asia, particularly in China and in India, entire populations were undernourished, and at times reduced to famine. Millions of human beings had already died of starvation.

The war and enemy occupation, especially in France, Belgium, Poland and Yugoslavia, had resulted in the destruction of agricultural machinery, the reduction of the cultivated area, and the exhaustion of all types of stocks. The deportation to Germany of millions of persons diminished the number of agricultural labourers.

Finally, the 1945-1946 harvest had been exceptionally poor in Europe and Asia due to the drought. The report of the Director General of UNRRA stated that in April-May 1946 the quantity of cereals available was still in the majority of the European countries from 15 to 40 per cent below the pre-war level. The situation was no better in respect of other agricultural products, and, in 1945, in the large cities meat was almost unobtainable. Even a comparatively fortunate nation, such as the United Kingdom, had been compelled to institute a system of bread-rationing.

Mr. Gromyko regretted that the measures proposed to Member States by the General Assembly, in its resolution of 14 February 1946,⁴

M. Wells soumet les amendements du Royaume-Uni¹ au projet canadien de résolution. Il exprime l'accord de sa délégation aux résolutions du Canada et de l'Argentine² et à l'amendement brésilien³, et ajoute que le Royaume-Uni espère augmenter ses exportations de machines agricoles aussitôt que ses propres usines auront été réorganisées et rééquipées.

M. Wells termine en insistant auprès des délégués pour qu'ils présentent à l'Assemblée générale une résolution unanime susceptible d'être immédiatement appliquée.

La séance est levée à 13 h. 15.

QUATORZIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York, le mercredi 13 novembre 1946, à 15 heures.

Président: M. LANGE (Pologne).

[A/C.2/45]

23. Pénurie mondiale de céréales: suite de la discussion générale

M. GROMYKO (Union des Républiques socialistes soviétiques), ayant souligné la gravité de la disette mondiale des céréales et rappelé qu'il est urgent de prendre toutes mesures propres à y remédier, fait le bilan de la situation: en Europe et en Asie, particulièrement en Chine et dans l'Inde, des populations entières sont sous-alimentées et parfois réduites à la famine. Des millions d'êtres humains sont déjà morts de faim.

La guerre et l'occupation ennemie, notamment en France, en Belgique, en Pologne et en Yougoslavie, ont entraîné la destruction des instruments aratoires, la réduction des surfaces cultivées et l'épuisement des stocks de toute espèce. Des millions de personnes, déportées en Allemagne, ont manqué à la main-d'œuvre agricole.

Enfin, rappelle M. Gromyko, la récolte des années 1945-1946 a été exceptionnellement pauvre en Europe et en Asie en raison de la sécheresse. Le rapport du Directeur général de l'UNRRA relate qu'en avril-mai 1946, les disponibilités en céréales, dans la plupart des pays d'Europe, sont encore de 15 à 40 pour 100 audessous du niveau d'avant-guerre. La situation n'est pas meilleure en ce qui concerne les autres produits d'alimentation et, en 1945, les populations des grandes villes ont presque totalement manqué de viande. Même un pays relativement favorisé, tel que le Royaume-Uni, se voit obligé d'instituer un système de rationnement du pain.

M. Gromyko regrette que les mesures recommandées aux Etats Membres par l'Assemblée générale, dans sa résolution du 14 février 1946⁴

¹ See Annex 4b.

² See Annexes 4 and 4a.

³ See page 44.

⁴ See *Resolutions adopted by the General Assembly during the first part of its first session*, page 38, No. 2.

¹ Voir l'annexe 4b.

² Voir les annexes 4 et 4a.

³ Voir page 44.

⁴ Voir les *Résolutions adoptées par l'Assemblée générale pendant la première partie de sa première session*, page 38, No. 2.